

Quelles entreprises pour notre croissance ?

Sans qu'il y ait dans mes propos la moindre nostalgie, je me souviens de la période où nos entreprises nationales étaient clairement reconnues comme telles, que ce soit par leur nom, leur sigle, leur ville d'activité principale...

Le pneu c'était Michelin avec Bibendum et c'est à Clermont que cela se passait. La porcelaine c'était à Limoges, le textile à Roanne, la bicyclette à Saint Etienne, le charbon était géré par les Charbonnages de France, l'acier c'était Usinor dans le Nord bien sûr, la Sollac dans le Sud, les pétroles étaient en Aquitaine (SNPA) et le gaz à Lacq, le téléphone était déjà devenu France Telecom, mais EDF restait contre vents et marées EDF, la SNCF SNCF et Air France Air France....

Tout ce beau monde achetait français, vendait français, recrutait français... Même les Banques sentaient bon le terroir : Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Crédit Agricole avec ses Caisses Régionales... A ce moment, l'économie française avait un visage (quelques visages pour être plus précis). Et pendant les trente glorieuses et au delà, toute l'économie de prospérer...

Quelques consultants, dont déjà moi à l'époque, se posaient la question de l'ouverture à l'international. Nos entreprises nationales devaient-elles devenir internationales, multinationales, transnationales ? ... et chacun d'y aller de sa définition et de sa recommandation... Les marchés devenaient internationaux, quelques administrateurs étrangers (très peu) rentraient dans les Conseils... Les cours de formation à l'anglais fleurissaient les plus audacieux avaient un accueil téléphonique en anglais !

Mais les entreprises restaient françaises! c'est à dire ?.....nous allons y revenir.

Puis vinrent le Marché commun, l'Europe dans ses différentes étapes, les fusions, les acquisitions et la déferlante de la mondialisation.

Et là que se passe-t-il ?

La scène économique devient mondiale: ceux qui s'y sont préparés abordent les nouveaux marchés de l'Europe de l'Est, de la Russie, des Emirats , de l'Asie du Sud Est de l'Inde et de la Chine, la Chine bien sûr, qui n'a pas rêvé d'y prendre ne serait-ce que 1% du marché de n'importe quel produit? Les chiffres font rêver....

La production au moindre coût conduit à produire en dehors de France, les sous traitants deviennent marocains, tunisiens, polonais, taïwanais, chinois...

Après la production, la recherche, (même la recherche) va s'installer aussi dans des centres d'excellence encore à bas coûts et la voilà basée, en tout ou partie, à Bangalore en Inde, au Japon.

Le personnel des grandes entreprises de travaux publics ou industrielles est recruté en Malaisie, au Viet Nam, ...pour servir à travers le monde et en Europe, bien sûr.

Et puis tombe le dernier bastion de l'identité de l'entreprise : l'actionnariat.

Ce qui était des entreprises à capitaux français, les BNP, Lafarge, Arcellor, Total,...est désormais détenu, pour le plus grand bien de leurs actionnaires français initiaux , par des actionnaires internationaux, ces fameux fonds de pension qui nous font tant défaut; et des administrateurs légitimement nommés par leurs actionnaires défendent et protègent les intérêts de ceux-ci.

Nos entreprises qui dans notre imaginaire étaient l'incarnation de la grande entreprise française sont devenus des organismes à capitaux internationaux, à administrateurs internationaux, à président international, à personnel international, à clients internationaux, à fournisseurs internationaux....

Le nom même de l'entreprise qui rappelait son origine géographique est changé pour avoir une consonance mondiale: France Telecom devient Orange, Air France devient l'Alliance Skyteam, Crédit Lyonnais et Crédit Agricole créent Calyon et EDF lui même est en train de tester une nouvelle marque et devenir "Bleu Ciel"...

Encore une fois, je ne porte pas de jugement de valeur, j'analyse, je constate.

Ceci étant, ces acteurs de la mondialisation "totale" sont surtout de grands groupes côtés, pour lesquels la notion de nationalité n'a pas grand sens; ainsi Renault Nissan est-il français ou japonais ou autre ?

d'où cette question à double volet: quelle peut être l'influence de ces groupes sur l'Etat mais aussi et surtout quelle influence l'Etat peut-il ou doit-il avoir sur leurs affaires? comment en particulier les intégrer si c'est possible dans notre politique nationale actuelle de recherche de croissance?

La piste qui a été traditionnellement retenue pour cela a été celle de la nationalisation , l'entreprise stratégique a été à capitaux totalement publics.

Cette formule a montré très vite ses limites et nous voilà revenus à des entreprises à capitaux partiellement publics (majoritaires ou minoritaires avec ou sans golden share). Mais ces formules impliquent obligatoirement un changement de la part de l'Etat qui doit désormais avoir comme les autres actionnaires un comportement exclusivement orienté dans l'intérêt de l'entreprise.

En effet ce n'est pas par sa qualité d'actionnaire que l'Etat pourra faire passer des décisions d'intérêt national.

Alors comment pourra-t-il le faire ?

Ce sera en utilisant complètement ses ressources d' Etat souverain, dans le cadre de ses prérogatives et de sa position internationale.

(pour donner un exemple concret, c'est à l'Etat de fixer les niveaux de stocks de sécurité pas aux entreprises pétrolières).

Et puis deuxième interrogation dans le cadre de la recherche des points de croissance qui nous manquent, ces grands groupes n'occupent-ils pas trop le devant de la scène? sont-ils le véritable reflet de l'économie française et la source principale de notre croissance ?

la réponse est bien sûr non

Et l'exemple nous est donné par les grandes nations industrielles, celles qui ont plusieurs multinationales (les Etats Unis) comme celles qui en ont moins (l'Allemagne), c'est dans le tissu des PME que se trouve la richesse profonde de ces pays ;

aussi regardons à nouveau notre tissu de TPE et PME:

il constitue un gisement énorme et sous exploité d'innovation, de développement, de recrutement, d'entrepreneuriat, en un mot de croissance.

et c'est sans doute là que l'Etat souverain, pas l'Etat actionnaire, devrait mettre ses priorités.

Paul Ohana

Responsable de la Commission Réforme de l'Etat

Fondation Concorde